

Politiques publiques (fiche nationale)

RNCP38177 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	123, 128, 340
Formacode(s)	13027, 13036, 14256
Code(s) ROME	K1405, K1401, K2401, K1802
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/12/2028

Certificateur(s)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE · SIRET : 11004401300040

UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL · SIRET : 13002612300013

UNIVERSITE DE RENNES · SIRET : 13003051300019

UNIVERSITE MARIE ET LOUIS PASTEUR (UMLP) · SIRET : 93810656400017

UNIVERSITE DE MONTPELLIER · SIRET : 13002979600013

UNIVERSITE DE BESANCON - UNIVERSITE DE FRANCHE-COMTE · SIRET : 19251215000363

UNIVERSITE DE REIMS CHAMPAGNE-ARDENNE (URCA) · SIRET : 19511296600799

UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE · SIRET : 19941111700013

UNIVERSITE DE STRASBOURG · SIRET : 13000545700010

<https://www.unistra.fr/>

UNIVERSITE PSL · SIRET : 13002614900018

<https://psl.eu/>

AVIGNON UNIVERSITE · SIRET : 19840685200204

UNIVERSITE PARIS-PANTHEON-ASSAS · SIRET : 13002995200012

ECOLE HAUTES ETUDES EN SANTE PUBLIQUE · SIRET : 13000362700010

ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE RENNES · SIRET : 13001848400019

Partenaires habilités

5 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 4 à former et organiser l'évaluation et 1 à former.

Organisme	SIRET	Habilitation
CENTRE DE FORMATION APPRENTIS UNIVERSITAIRE ALSACE	19681166500393	Former et organiser l'évaluation
FORMASUP PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	39391439500057	Former
INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE RENNES	19352317200016	Former et organiser l'évaluation
ORGANI GEST INSTIT CATHO ETUDE SUPER	37920430800033	Former et organiser l'évaluation
UNIVERSITE PARIS DAUPHINE	19754692200018	Former et organiser l'évaluation

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Le master est un diplôme national de l'enseignement supérieur conférant à son titulaire le grade universitaire de master. Il confère les mêmes droits à tous ses titulaires, quel que soit l'établissement qui l'a délivré.

Le master atteste l'acquisition d'un socle de connaissances et de compétences majoritairement adossées à la recherche dans un champ disciplinaire ou pluridisciplinaire. Le master prépare à la poursuite d'études en doctorat comme à l'insertion professionnelle immédiate après son obtention et est organisé pour favoriser la formation tout au long de la vie.

Les parcours de formation en master tiennent compte de la diversité et des spécificités des publics accueillis en formation initiale et en formation continue.

ACTIVITÉS VISÉES

Recherche documentaire en sciences politique et sociales

Analyse critique de discours publics

Analyse de documents nécessaires à la discussion publique

Rédaction de synthèses ou d'argumentaires pour les décideurs publics

Analyse de problèmes publics auprès d'acteurs et publics concernés

Gestion de projets d'actions publiques locales, nationales, internationales

Missions d'expertise, de conseil dans le domaine public et notamment la sécurité publique

Rédaction d'études prospectives pour une collectivité, une institution publique

Diffusion de connaissances auprès d'un public choisi sur un système politique donné ou un secteur d'action publique donné

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences transversales

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
 - Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine
 - Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
 - Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
 - Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
 - Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
 - Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation
 - Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
 - Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère
 - Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
 - Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
 - Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
 - Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
 - Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
 - Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles
- Compétences spécifiques de la mention
- Analyser la genèse des problèmes publics, les conditions de passage d'une situation jugée non problématique à une situation jugée problématique

- Identifier les entrepreneurs de problèmes publics, les schémas narratifs et les imputations causales auxquels ils recourent
 - Examiner les conditions de publicisation, d'ouverture de fenêtres d'opportunité et de mise sur agenda des problèmes
 - Identifier l'ensemble des parties prenantes à une politique ou un programme d'action publique (élus, agents publics, groupes d'intérêts, ONG-associations, cabinets conseil, collectifs de citoyens, etc.)
 - Identifier les non décisions et refus d'agir des acteurs publics
 - Identifier leurs différentes ressources et en mesurer l'ampleur
 - Analyser les conditions de (non) prises en compte des demandes, de conception des programmes d'action et de légitimation des décisions
 - Analyser les mécanismes causaux ayant conduit à l'adoption des (non) décisions
 - Analyser les conditions concrètes de mise en œuvre de l'action publique et ses éventuels effets rétroactifs
 - Analyser la dynamique et la trajectoire des politiques publiques
 - Repérer les facteurs de changement et les freins au changement
 - Mettre en place des dispositifs de concertation et de participation de l'ensemble des parties prenantes aux politiques publiques
 - Evaluer l'efficacité et l'impact des actions publiques en mobilisant, dans une perspective comparative, les méthodes d'analyse quantitative et qualitative
 - Procéder, dans un cadre collégial et démocratique, à l'évaluation et à la révision des politiques publiques
- Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

Blocs de compétences

RNCP38177BC01 — Mettre en oeuvre les usages avancés et spécialisés des outils numériques

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38177BC02 — Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés

LISTE DE COMPÉTENCES

- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38177BC03 — Mettre en oeuvre une communication spécialisée pour le transfert de connaissances

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38177BC04 — Contribuer à la transformation en contexte professionnel

LISTE DE COMPÉTENCES

- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38177BC05 — Analyser l'émergence des problèmes publics

LISTE DE COMPÉTENCES

- Analyser la genèse des problèmes publics, les conditions de passage d'une situation jugée non problématique à une situation jugée problématique
- Identifier les entrepreneurs de problèmes publics, les schémas narratifs et les imputations causales auxquels ils recourent
- Examiner les conditions de publicisation, d'ouverture de fenêtres d'opportunité et de mise sur agenda des problèmes

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38177BC06 — Identifier les acteurs d'une politique publique et leurs comportements

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier l'ensemble des parties prenantes à une politique ou un programme d'action publique (élus, agents publics, groupes d'intérêts, ONG-associations, cabinets conseil, collectifs de citoyens, etc.)
- Identifier les non décisions et refus d'agir des acteurs publics
- Identifier leurs différentes ressources et en mesurer l'ampleur

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP38177BC07 — Analyser les décisions et solutions mises en œuvre dans le cadre de l'action publique

LISTE DE COMPÉTENCES

- Analyser les conditions de (non) prises en compte des demandes, de conception des programmes d'action et de légitimation des décisions
- Analyser les mécanismes causaux ayant conduit à l'adoption des (non) décisions
- Analyser les conditions concrètes de mise en œuvre de l'action publique et ses éventuels effets rétroactifs

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38177BC08 — Analyser l'évolution des politiques publiques

LISTE DE COMPÉTENCES

- Analyser la dynamique et la trajectoire des politiques publiques
- Repérer les facteurs de changement et les freins au changement

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38177BC09 — Évaluer les résultats de l'action publique

LISTE DE COMPÉTENCES

- Mettre en place des dispositifs de concertation et de participation de l'ensemble des parties prenantes aux politiques publiques
- Évaluer l'efficacité et l'impact des actions publiques en mobilisant, dans une perspective comparative, les méthodes d'analyse quantitative et qualitative
- Procéder, dans un cadre collégial et démocratique, à l'évaluation et à la révision des politiques publiques

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

84.11 Administration publique générale

84.12 Administration publique (tutelle) de la santé, de la formation, de la culture et des services sociaux, autre que sécurité sociale

94.92 Activités des organisations politiques

94.99 Activités des organisations associatives n.c.a.

94.99Z. Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Chargé d'étude et de recherche

Consultant en affaires publiques

Chargé de mission relations internationales et institutionnelles

Chargé de relations aux collectivités territoriales

Coordinateur de coopération décentralisée

Chargé de développement

Après réussite à un concours :

- Fonctionnaire de catégorie A et A+ (administration nationale, territoriale ou hospitalière)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Faible (2/5)
Facteurs principaux	Non-durabilité de l'emploi
Salaire médian (mensuel)	2 263 €
Familles professionnelles (FAP)	N1X91 — Chercheurs (sauf industrie et enseignement supérieur) · tension 2/5 (Faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	1 050
Jugés difficiles à recruter	41 %
Emplois saisonniers	20 %
Familles professionnelles (FAP)	N1X91 — Chercheurs (sauf industrie et enseignement supérieur)

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Leur composition comprend :

- une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation
- des professionnels qualifiés ayant ou non contribué aux enseignements

COMPOSITION DU JURY — VAE

Articles L6411-1 à L6423-3 du Code du travail

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	7 301 €
Selon la branche	6 500 € – 7 904 €
Prise en charge	Branches concernées
7 301 €	Valeur par défaut · 210 branches
7 904 €	CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat
7 500 €	CPNEF des organismes de tourisme
6 500 €	CPNE des industries de santé (CPNEIS)

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/12/2028
Date de dernière délivrance possible	31/12/2031

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS
RNCP35048

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<https://univ-avignon.fr/>
<https://www.univ-fcomte.fr/>
<https://www.univ-reims.fr/>
<https://www.unistra.fr/>
<http://www.ens-rennes.fr/>
<https://www.umontpellier.fr/>
<https://www.univ-gustave-eiffel.fr/>
<https://psl.eu/>
<https://www.u-pec.fr/>
<http://www.assas-universite.fr/>
<https://www.univ-rennes.fr/>
<https://www.ehesp.fr>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/38177/>

Où se former

Formations référencées	7
Organismes	5
Régions couvertes	3
Prix indicatif	2 800 € – 8 500 €
Durée	354 – 1783 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Se former en apprentissage

Formations en apprentissage	4
Organismes gestionnaires (CFA)	2
Organismes formateurs	2
Régions couvertes	1
Départements couverts	3
Organismes certifiés Qualiopi	2
Sessions	de 09/2025 à 08/2028

Catalogue des formations en apprentissage — réseau des Carif-Oref. Sans frais pour l'alternant : formation financée par l'OPCO de la branche (NPEC).

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	12
----------------------	----

Parcours menés à terme	8
Taux d'achèvement	67 %
Période	09/2025 – 09/2026

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	16
Montant total engagé	66 214 €
Coût moyen par dossier	4 138 €
Durée moyenne	615 h
Période	07/2025 – 07/2026
France compétences	66 %
Reste à charge titulaire	18 %
Entreprise	10 %
France Travail	6 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.